

Déclaration des organisations syndicales de la Fonction publique

Journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015

"L'amélioration du Service public passe par la fin de l'austérité"

Dans un contexte de crise sociale et d'inquiétudes fortes dans la société notamment dans les domaines de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et de l'avenir des services publics, les agents de la Fonction publique sont des éléments décisifs pour renforcer les solidarités, développer la cohésion sociale et réduire les inégalités. Ses agents en sont des acteurs essentiels.

Réunies le 3 mars 2015, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP rappellent leur attachement aux valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité portées par le statut général des fonctionnaires.

Elles affirment que les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction publique, les agents et les usagers.

Ces politiques perpétuent des destructions d'emploi, au prétexte de redéploiement, et des restrictions budgétaires ne permettant pas aux agents de remplir toutes leurs missions de service public et d'offrir ainsi un service à la hauteur des besoins sociaux partout sur le territoire.

Elles condamnent le gel des traitements des fonctionnaires depuis 2010, la diminution des mesures catégorielles et, avec l'augmentation des retenues pour pension, une baisse sans précédent du pouvoir d'achat qui ôte toute attractivité à l'emploi public.

Aussi, elles rejettent le plan d'économies de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, dont 10 milliards sur l'assurance maladie, 3 milliards sur les hôpitaux,... Ainsi que la diminution des dotations aux collectivités dont l'objectif principal est la baisse de la « masse salariale ».

Au moment où se développe un train de réformes tous azimuts (réforme territoriale, réforme de l'Etat, réforme de la santé, revue des missions etc.), elles réaffirment que les réorganisations en cours ou à venir de l'organisation territoriale de la République (métropole, développement des intercommunalités, maisons de l'Etat et maisons de services au public, fusions, etc.) vont impacter la présence des services publics de proximité et induire des mobilités forcées, créant un climat anxieux chez les agents publics confrontés à la diminution de l'emploi public.

Convaincues de la nécessité de lutte commune Privé-Public, les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP s'engagent dans un processus de mobilisation et appellent l'ensemble des agents publics à participer massivement à la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015.

Elles exigent :

- une hausse du pouvoir d'achat qui passe par le dégel du point d'indice et par des mesures compensatoires de rattrapage des pertes subies depuis des années.
- la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public.
- l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions.
- le maintien et l'amélioration du statut général et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour la Fonction publique et les citoyens.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP appellent les agents à organiser, dans les établissements et services, la préparation de la grève interprofessionnelle du 9 avril et d'en assurer le succès dans une dynamique de mobilisation unitaire (assemblées générales, heures mensuelles d'information ...).

**Actifs – Retraités
Toutes et tous en grève et en manifestations
pour dire non à l'austérité !**

Fait à PARIS, le 9 mars 2015



Tout comme au niveau national, à la région Rhône Alpes **La CGT, Force Ouvrière et la FSU** appellent les personnels, collègues à se joindre à la journée de mobilisation du jeudi 9 avril 2015.

Nous souhaitons créer par cette action un élan sans précédent contre l'austérité qui aujourd'hui bloque ou réduit :

- Notre pouvoir d'achat ;
- Nos carrières ;
- Nos conditions de travail ;
- La création d'emplois statutaires ;
- Nos retraites ;
- Nos statuts ;
- Etc...

Dans quelques mois, nous allons faire face aux effets de la Réforme Territoriale par l'union des Régions Auvergne et Rhône-Alpes et nous ne pouvons la laisser avancer sous le seul prétexte des économies visant la masse salariale.

Nous n'avons aucune visibilité sur ce qui nous attend :

- Serons-nous transférés ou intégrés dans cette nouvelle collectivité ?
- Conserverons-nous notre antériorité agent Rhône-Alpes ou repartirons-nous d'une feuille blanche ?
- Toutes les garanties seront-elles assurées pour permettre aux agents d'exercer leurs missions dans cette nouvelle collectivité dans des conditions de travail optimales ?
 - Régimes Indemnitaires ;
 - Prime de fin d'année ;
 - Conditions de travail ;
 - Action Sociale OSCAR ;
 - Aide à la Protection Sociale ;
 - Mobilité ;
 - Recrutement ;
 - Etc...

La prochaine fusion permettra-t-elle à tous les personnels de retrouver leur place dans la future collectivité.

Ces questions devraient trouver leurs réponses avec la prochaine loi sur la Réforme Territoriale dite NOTRe qui était annoncée pour cette fin de 1^{er} trimestre 2015. Il est donc temps pour nous de faire entendre nos voix.

Evidemment, les enjeux ne se situent pas seulement dans la Fonction Publique. Les salariés du privé sont aussi très lourdement touchés par la loi Macron qui revisite le code du travail de manière ultra libérale (travail du dimanche, etc).

Nul doute que ces mesures auront un impacte très fort sur la Fonction Publique. Ces deux Réformes (Territoriale et Macron) sans précédent au service du libéralisme ne profitant qu'à l'intérêt du capital au détriment des services publics, de ses usagés et de ceux qui le font vivre.